

Section II — Détermination de la part financière de l'Etat belge

Art. 11. La partie des coûts terminaux de navigation aérienne sur l'aéroport de Bruxelles-National qui ne sera pas imputée aux usagers, sera financée par les autres revenus provenant de l'État belge.

Art. 12. § 1^{er}. La partie des coûts terminaux de navigation aérienne devant être prise en charge par l'État belge pour l'aéroport de Bruxelles-National en 2022, est déterminée par la somme des deux éléments suivants :

1° Le produit des coûts fixés tel que repris dans le plan de performance révisé pour la troisième période de référence adopté le 1^{er} octobre 2021 par la Belgique, la France, l'Allemagne, le Luxembourg, les Pays-Bas et la Suisse conformément à l'article 3(1) du Règlement d'exécution (UE) 2020/1627 pour cette même année et la valeur du facteur 1-F;

2° Des ajustements visés à l'art. 25, 2., (b), (c), (d), (e), (f), (g), (h), (i), (l) et 3., (a), du Règlement d'exécution (UE) 2019/317 de la Commission du 11 février 2019 établissant un système de performance et de tarification dans le ciel unique européen et abrogeant les règlements d'exécution (UE) n° 390/2013 et (UE) n° 391/2013 sont inclus dans les coûts déterminés ajustés.

§ 2. Ce montant s'élève à 9.703.644 euros en 2022.

Art. 13. § 1^{er}. Pour sa facturation à l'État belge, skeyes applique un taux unitaire calculé en divisant le montant repris à l'article 12, § 2, par le nombre prévu d'unités de services terminaux de navigation aérienne sur cet aéroport en 2022, c'est-à-dire 134.428.

§ 2. Ce taux unitaire s'élève à 72,18 euros en 2022.

Art. 14. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 15. Le ministre qui a la navigation aérienne dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 9 décembre 2021.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Ministre de la Mobilité
G. GILKINET

SERVICE PUBLIC FEDERAL
SECURITE SOCIALE

[2021/206112]

23 DECEMBRE 2021. — Arrêté royal modifiant plusieurs dispositions relatives à l'article 17 de l'arrêté royal du 28 novembre 1969 pris en exécution de la loi du 27 juin 1969 révisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs

PHILIPPE, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 27 juin 1969 révisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, l'article 2, § 1^{er}, 4°;

Vu la loi du 10 avril 1971 sur les accidents du travail, l'article 3, 1°;

Vu la loi du 26 juillet 1996 portant modernisation de la sécurité sociale et assurant la viabilité des régimes légaux des pensions, l'article 38;

Vu l'arrêté royal du 28 novembre 1969 pris en exécution de la loi du 27 juin 1969 révisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs;

Vu l'arrêté royal du 25 octobre 1971 étendant le champ d'application et fixant les règles spéciales d'application de la loi du 10 avril 1971 sur les accidents du travail;

Sectie II. — Bepaling van de financiële tussenkomst van de Belgische Staat

Art. 11. Het deel van de plaatselijke luchtvaartnavigatiekosten op de luchthaven van Brussel-Nationaal dat niet aan de gebruikers aangerekend zal worden, zal gefinancierd worden via overige inkomsten van de Belgische Staat

Art. 12. § 1^{er}. Het deel van de plaatselijke luchtvaartnavigatiekosten te dragen door de Belgische Staat op de luchthaven van Brussel-Nationaal in 2022 wordt bepaald door de som van de volgende twee elementen :

1° Het product van de in dat jaar vastgestelde kosten zoals opgenomen in het herziene prestatieplan voor de derde referentieperiode dat overeenkomstig artikel 3(1) van de Uitvoeringsverordening (EU) 2020/1627 op 1 oktober 2021 werd aangenomen door België, Frankrijk, Duitsland, Luxemburg, Nederland en Zwitserland, en de waarde van de factor 1-F ;

2° De aanpassingen uiteengezet in art. 25, 2., (b), (c), (d), (e), (f) (g), (h), (i), (l) en 3., (a), van Uitvoeringsverordening (EU) 2019/317 van de Commissie van 11 februari 2019 tot vaststelling van een prestatie- en heffingsregeling in het gemeenschappelijk Europees luchtruim en tot intrekking van Uitvoeringsverordeningen (EU) nr. 390/2013 en (EU) nr. 391/2013.

§ 2. Dit deel bedraagt 9.703.644 euro in 2022.

Art. 13. § 1. Voor de facturatie aan de Belgische Staat hanteert skeyes een eenheidstarief berekend door het in artikel 12, § 2, opgenomen bedrag te delen door het voor 2022 voorspelde aantal plaatselijke luchtvaartnavigatiediensteenheden op die luchthaven, met name 134.428.

§ 2. Dit eenheidstarief bedraagt 72,18 euro voor 2022.

Art. 14. Dit besluit treedt in werking op de dag van de bekendmaking ervan in het *Belgisch Staatsblad*.

Art. 15. De minister bevoegd voor de luchtvaart is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 9 december 2021.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Mobiliteit
G. GILKINET

FEDERALE OVERHEIDSDIENST
SOCIALE ZEKERHEID

[2021/206112]

23 DECEMBER 2021. — Koninklijk besluit tot wijziging van een aantal bepalingen betreffende artikel 17 van het koninklijk besluit van 28 november 1969 tot uitvoering van de wet van 27 juni 1969 tot herziening van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders

FILIP, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 27 juni 1969 tot herziening van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders, artikel 2, § 1, 4°;

Gelet op de arbeidsongevallenwet van 10 april 1971, artikel 3, 1°;

Gelet op de wet van 26 juli 1996 tot modernisering van de sociale zekerheid en tot vrijwaring van de leefbaarheid van de wettelijke pensioenstelsels, artikel 38;

Gelet op het koninklijk besluit van 28 november 1969 tot uitvoering van de wet van 27 juni 1969 tot herziening van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders;

Gelet op het koninklijk besluit van 25 oktober 1971 tot uitbreiding van het toepassingsgebied en tot vaststelling van de bijzondere regels in verband met de toepassing van de arbeidsongevallenwet van 10 april 1971;

Vu l'arrêté royal du 5 novembre 2002 instaurant une déclaration immédiate de l'emploi, en application de l'article 38 de la loi du 26 juillet 1996 portant modernisation de la sécurité sociale et assurant la viabilité des régimes légaux des pensions;

Vu l'avis n° 2.236 du Conseil national du travail, donné le 13 juillet 2021;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 20 octobre 2021;

Vu l'accord de la Secrétaire d'Etat au Budget, donné le 28 octobre 2021;

Vu l'avis de l'Autorité de protection de données n° 233/2021, donné le 17 décembre 2021;

Vu l'analyse d'impact de la réglementation réalisée conformément aux articles 6 et 7 de la loi du 15 décembre 2013 portant des dispositions diverses concernant la simplification administrative;

Vu l'urgence motivée par le fait que le système temporaire de la loi du 24 décembre 2020 relative au travail associatif expire le 31 décembre 2021;

Que la mesure visée a pour objectif la prévoyance d'un système définitif et stable, en concertation avec les acteurs concernés;

Que les mesures nécessitent l'adoption d'une loi et du présent arrêté;

Qu'il est nécessaire que la mesure entre en vigueur au plus tard le 1^{er} janvier 2022 afin que l'Office national de sécurité sociale puisse commencer les adaptations techniques nécessaires (développement de la nouvelle application "article17@work", adaptation de la Dimona et adaptation de l'application "student@work") afin de permettre le plus tôt possible aux employeurs concernés de déclarer et contrôler les heures occupées sous l'article 17;

Qu'il y a lieu de tenir compte que la mesure doit entrer en vigueur au plus tard le 1^{er} janvier 2022 afin d'assurer la sécurité juridique aux employeurs, aux travailleurs salariés et aux administrations concernées le plus vite possible;

Vu l'avis n° 70.597/1 du Conseil d'Etat, donné le 8 décembre 2021 en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 3^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant la concertation avec les Communautés au Comité de concertation du 24 novembre 2021;

Considérant que le recours au mécanisme de l'article 17 par le secteur sportif est plus stable, régulier et fréquent que par les autres secteurs, cela justifie objectivement la règle particulière relative au quota spécifique d'heures qui leur est applicable;

Considérant que certains travailleurs du secteur socioculturel visés à l'article 3, 7^o et 8^o, de la loi du 24 décembre 2020 relative au travail associatif ont conclu un contrat d'entreprise en l'absence d'un dispositif adapté pour le premier semestre, une période transitoire d'un an est prévue pour ceux qui travaillent avec un contrat d'entreprise du 1^{er} janvier 2021 au 31 décembre 2021. Ces contrats n'ont majoritairement pas été résiliés et aucun nouveau contrat n'a été conclu sur base de la loi du 24 décembre 2020 précitée. L'absence de dispositif transitoire aurait donc pour conséquence involontaire que les personnes visées ne pourraient pas faire usage du nouveau dispositif mis en place par le présent arrêté en 2022;

Sur la proposition du Ministre du Travail et du Ministre des Affaires sociales et de l'avis des ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Dans l'article 17 de l'arrêté royal du 28 novembre 1969 pris en exécution de la loi du 27 juin 1969 révisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, modifié en dernier lieu par l'arrêté royal du 20 mai 2021, les modifications suivantes sont apportées :

a) dans le paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, le 4^o est remplacé par ce qui suit :

" 4^o les organisations reconnues par les autorités compétentes ou les organisations qui sont affiliées à une organisation coupole reconnue, et qui ont pour mission de dispenser une formation socioculturelle et/ou une initiation sportive et/ou activités sportives et les personnes que ces organisations occupent comme animateur, chef, moniteur, coordinateur, entraîneur sportif, professeur de sport, coach sportif, coordinateur des sports pour les jeunes, responsable du terrain ou du matériel, formateur, coach, responsable de processus en dehors de leurs heures de travail ou scolaires ou pendant les vacances scolaires et les organisations du secteur des arts amateurs reconnues par les autorités compétentes ou les organisations qui sont affiliées à une organisation

Gelet op het koninklijk besluit van 5 november 2002 tot invoering van een onmiddellijke aangifte van tewerkstelling, met toepassing van artikel 38 van de wet van 26 juli 1996 tot modernisering van de sociale zekerheid en tot vrijwaring van de leefbaarheid van de wettelijke pensioenstelsels;

Gelet op de advies nr. 2.236 van de Nationale Arbeidsraad, gegeven op 13 juli 2021;

Gelet op het advies van de inspecteur van Financiën, gegeven op 20 oktober 2021;

Gelet op de akkoordbevinding van de Staatssecretaris voor Begroting, d.d. 28 oktober 2021;

Gelet op het advies van de Gegevensbeschermingsautoriteit nr. 233/2021, gegeven op 17 december 2021;

Gelet op de regelgevingsimpactanalyse uitgevoerd overeenkomstig artikelen 6 en 7 van de wet van 15 december 2013 houdende diverse bepalingen inzake administratieve vereenvoudiging;

Gelet op het verzoek om spoedbehandeling, gemotiveerd door het feit dat de tijdelijke regeling van de wet van 24 december 2020 betreffende het verenigingswerk op 31 december 2021 verstrijkt;

Overwegende dat de maatregel tot doel heeft om, in overleg met de betrokken actoren, te voorzien in een definitief en stabiel systeem;

Overwegende dat de maatregelen het aannemen van een wet en dit besluit vereisen;

Overwegende dat de maatregel uiterlijk op 1 januari 2022 in werking moet treden, zodat de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid kan beginnen met de nodige technische aanpassingen (ontwikkeling van de nieuwe applicatie "artikel17@work", aanpassing van Dimona en aanpassing van de applicatie "student@work") om de betrokken werkgevers in staat te stellen de gewerkte uren uit hoofde van artikel 17 zo spoedig mogelijk aan te geven en te controleren;

Overwegende dat er rekening moet mee gehouden worden dat de maatregel uiterlijk op 1 januari 2022 in werking moet treden, teneinde werkgevers, werknemers en de betrokken overheidsdiensten zo spoedig mogelijk rechtszekerheid te bieden;

Gelet op advies nr. 70.597/1 van de Raad van State, gegeven op 8 december 2021 in toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 3^o, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Overwegende het overleg met de Gemeenschappen op het Overlegcomité van 24 november 2021;

Overwegende dat het beroep op het mechanisme van artikel 17 door de sportsector stabiel, regelmatig en frequenter is dan de andere sectoren, leidt dit tot een objectieve rechtvaardiging voor de bijzondere regel met betrekking tot het specifieke quota van uren dat voor deze sector geldt;

Overwegende dat sommige werknemers van de socio-culturele sector bedoeld in artikel 3, 7^o en 8^o van de wet van 24 december 2020 betreffende het verenigingswerk een aannemingsovereenkomst hebben gesloten bij gebrek aan een aangepaste regeling voor het eerste semester, wordt een overgangperiode van één jaar voorzien voor diegenen die werken met een aannemingsovereenkomst van 1 januari 2021 tot en met 31 december 2021. Het merendeel van deze contracten werd niet opgezegd en er zijn geen nieuwe contracten gesloten op basis van de voornoemde wet van 24 december 2020. Het ontbreken van een overgangsregeling zou derhalve het ongewenste gevolg hebben dat de betrokkenen in 2022 geen gebruik zouden kunnen maken van de nieuwe regeling die bij het onderhavige besluit wordt ingevoerd;

Op de voordracht van de Minister van Werk en de Minister van Sociale Zaken en op het advies van de in Raad vergaderde ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. In artikel 17 van het koninklijk besluit van 28 november 1969 tot uitvoering van de wet van 27 juni 1969 tot herziening van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders, laatstelijk gewijzigd bij het koninklijk besluit van 20 mei 2021, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) in paragraaf 1, eerste lid, wordt de bepaling onder 4^o vervangen als volgt:

"4^o de door de bevoegde overheden erkende organisaties of organisaties die aangesloten zijn bij een erkende koepelorganisatie en die tot taak hebben socio-culturele vorming en/of sportinitiatie en/of sportactiviteiten te verstrekken, en de personen die buiten hun werk- of schooluren of tijdens de schoolvakanties door deze organisaties worden tewerkgesteld als animator, leider, monitor, coördinator, sporttrainer, sportlesgever, sportcoach, jeugdportoördinator, terreinverzorgers-materiaalmeester, lesgever, coach, procesbegeleider en de organisaties van de door de bevoegde overheden erkende amateurkunstensector of organisaties die aangesloten zijn bij een erkende koepelorganisatie, die personen tewerkstellen als artistieke of (kunst)technische begeleiders

couple reconnue, qui occupent des personnes en tant qu'enseignants, formateurs, coaches et responsables de processus artistiques ou techniques (artistiques) et dont les prestations ne sont pas des prestations artistiques déjà couvertes ou éligibles au titre d'indemnités forfaitaires de défraiement au sens de l'article 1^{er}bis, § 3, alinéa 2, de la loi ou visées à l'article 17sexies du présent arrêté;”;

b) le paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er} est complété par le 7^o rédigé comme suit :

” 7^o les organisateurs de manifestations socioculturelles et les personnes qu'ils occupent pour un maximum de 32 heures à répartir selon les besoins le jour de l'évènement et 3 jours avant ou après l'évènement, à l'exclusion des prestations artistiques couvertes ou éligibles au titre d'indemnités forfaitaires de défraiement au sens de l'article 1^{er}bis, § 3, alinéa 2, de la loi ou visées à l'article 17sexies du présent arrêté. ”;

c) le paragraphe 1^{er} est complété par trois alinéas rédigés comme suit :

” Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, les employeurs et les travailleurs visés aux 1^o et 3^o à 7^o inclus de l'alinéa 1^{er}, sont soustraits à l'application de la loi, pour autant que l'occupation visée ne dépasse pas :

1^o 300 heures de travail au cours d'une année civile, avec un plafond trimestriel correspondant à 190 heures pour le troisième trimestre et 100 heures pour les autres trimestres de la même année civile, chez un ou plusieurs employeurs pour les activités qui relèvent du champ d'application du présent article;

2^o Par dérogation au 1^o, 450 heures de travail au cours d'une année civile, avec un plafond trimestriel correspondant à 285 heures pour le troisième trimestre et 150 heures pour les autres trimestres de la même année civile, chez un ou plusieurs employeurs pour les activités liées à l'initiation sportive ou à des activités sportives qui relèvent du champ d'application du présent article.

Les plafonds fixés à l'alinéa 3 peuvent être cumulés sans toutefois dépasser les plafonds visés à l'alinéa 3, 2^o.

En cas de dépassement de l'un des plafonds prévu aux alinéas 3 et 4, l'ensemble des heures de travail prestées auprès de l'employeur chez qui le dépassement a lieu sont soumises à l'application de la loi, et ce, pour toutes les rémunérations payées au travailleur par ce même employeur au cours de l'année civile. Cette disposition est également d'application pour les travailleurs visés à l'article 17bis du présent arrêté, en cas de dépassement du plafond annuel de 190 heures prévu à l'article 17bis, § 2, et/ou des plafonds trimestriels prévus à l'alinéa 3 du présent article. ”;

d) il est inséré un paragraphe 1^{er}/1 rédigé comme suit :

” § 1^{er}/1. La fourniture de prestations dans le cadre du présent article n'est pas autorisée si l'employeur et le travailleur concernés étaient liés par un contrat de travail, une affectation statutaire ou un contrat d'entreprise au cours d'une période d'un an précédant le début des prestations.

La fourniture de prestations dans le cadre du présent article n'est pas autorisée si le travailleur était occupé par l'employeur dans le cadre d'un contrat conclu en application de la loi du 24 juillet 1987 sur le travail temporaire, le travail intérimaire et la mise de travailleurs à la disposition d'utilisateurs.

L'interdiction visée aux alinéas 1^{er} et 2 ne s'applique pas si, au cours de la même période, un contrat de travail au sens de titre VII de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail liait l'employeur et le travailleur concerné, ou si le contrat de travail a pris fin à la suite d'une mise à la pension.

L'interdiction visée aux alinéas 1^{er} et 2 ne s'applique pas aux personnes exerçant les activités visées à l'article 3, 7^o et 8^o, de la loi du 24 décembre 2020 relative au travail associatif qui ont conclu un contrat d'entreprise entre le 1^{er} janvier 2021 et le 31 décembre 2021. Cette disposition est d'application jusqu'au 31 décembre 2022 inclus.

L'interdiction visée aux alinéas 1^{er} et 2 ne s'applique pas aux personnes visées au § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, du présent article. ”;

en lesgevers, coaches en procesbegeleiders en waarvan de prestaties geen artistieke prestaties zijn die al worden gedekt of in aanmerking komen voor de forfaitaire onkostenvergoeding in de zin van artikel 1bis, § 3, tweede lid, van de wet of bedoeld in artikel 17sexies van dit besluit;”;

b) paragraaf 1, eerste lid wordt aangevuld met de bepaling onder 7^o, luidende:

”7^o de organisatoren van socioculturele manifestaties en de personen die ze tewerkstellen voor maximaal 32 uren, te spreiden volgens de behoeften op de dag van het evenement en 3 dagen voor of na het evenement, met uitsluiting van artistieke prestaties die al worden gedekt of in aanmerking komen voor de forfaitaire onkostenvergoeding in de zin van artikel 1bis, § 3, tweede lid, van de wet of bedoeld in artikel 17sexies van dit besluit.”;

c) paragraaf 1 wordt aangevuld met drie leden, luidende:

”In afwijking van het eerste lid, worden de werkgevers en de werknemers bedoeld in 1^o en 3^o tot en met 7^o van het eerste lid onttrokken aan de toepassing van de wet, voor zover de bedoelde betrekking in de loop van een kalenderjaar niet meer dan:

1^o 300 uren overschrijdt, met een kwartaalplafond overeenstemmend met 190 uren tijdens het derde kwartaal en 100 uren voor de andere kwartalen van hetzelfde kalenderjaar, bij één of meer werkgevers voor activiteiten die onder het toepassingsgebied van dit artikel vallen;

2^o In afwijking van de bepaling onder 1^o, 450 uren overschrijdt, met een kwartaalplafond overeenstemmend met 285 uren tijdens het derde kwartaal en 150 uren voor de andere kwartalen van hetzelfde kalenderjaar, bij één of meer werkgevers voor de activiteiten die verband houden met de sportinitiatie of sportactiviteiten die onder het toepassingsgebied van dit artikel vallen.

De in het derde lid vastgestelde maxima kunnen gecumuleerd worden zonder evenwel de maxima bedoeld in het derde lid, 2^o te overschrijden.

Indien één van de in het derde en vierde lid vastgestelde maxima wordt overschreden, vallen alle gewerkte arbeidsuren bij de werkgever bij wie de overschrijding zich voordoet, onder de toepassing van de wet, voor alle vergoedingen die dezelfde werkgever gedurende het kalenderjaar aan de werknemer heeft betaald. Deze bepaling is eveneens van toepassing op de in artikel 17bis van dit besluit bedoelde werknemers, indien het in artikel 17bis, § 2, bedoelde jaarlijkse maximum van 190 uren en/of de in het derde lid van dit artikel bedoelde driemaandelijks maxima worden overschreden.”;

d) wordt een paragraaf 1/1 ingevoegd, luidende:

” § 1/1. Het leveren van prestaties in de context van dit artikel, is niet toegestaan indien de werkgever en de betrokken werknemer door een arbeidsovereenkomst, een statutaire aanstelling of een aannemingsovereenkomst waren verbonden gedurende de periode van een jaar voorafgaand aan het begin van de prestaties.

Het leveren van prestaties in de context van dit artikel is evenmin toegestaan indien de werknemer werd tewerkgesteld door de werkgever in het kader van een overeenkomst gesloten in toepassing van de wet van 24 juli 1987 betreffende de tijdelijke arbeid, de uitzendarbeid en het ter beschikking stellen van werknemers ten behoeve van gebruikers.

Het verbod bepaald in het eerste en het tweede lid is niet van toepassing indien tijdens dezelfde periode tussen de werkgever en de betrokken werknemer een arbeidsovereenkomst in de zin van titel VII van de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten gold of wanneer de arbeidsovereenkomst een einde heeft genomen als gevolg van een pensionering.

Het verbod bedoeld in het eerste en tweede lid is niet van toepassing op personen die de activiteiten verrichten bedoeld in artikel 3, 7^o en 8^o, van de wet van 24 december 2020 betreffende het verenigingswerk en die een aannemingsovereenkomst hebben gesloten tussen 1 januari 2021 en 31 december 2021. Deze bepaling is van toepassing tot en met 31 december 2022.

Het verbod bedoeld in het eerste en tweede lid is niet van toepassing op personen bedoeld in § 1, eerste lid, 2^o, van dit artikel.”;

e) le paragraphe 3 est complété par un alinéa rédigé comme suit :

“ Par dérogation à l’alinéa 1^{er}, concernant les employeurs et les travailleurs visés aux § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o et 3^o à 7^o inclus, du présent article, la déclaration, telle que visée au § 2, du nombre d’heures de travail du travailleur, doit être faite par l’employeur préalablement pour chaque occupation, par voie électronique, sous la forme et conformément aux modalités déterminées dans l’arrêté royal du 5 novembre 2002 instaurant une déclaration immédiate de l’emploi, en application de l’article 38 de la loi du 26 juillet 1996 portant modernisation de la sécurité sociale et assurant la viabilité des régimes légaux des pensions. ”;

f) il est complété par les paragraphes 10 et 11 rédigés comme suit :

“ § 10. Pour le travailleur qui, dans le cadre d’une occupation visée au présent article, dépasse 190 heures de prestations, puis est engagé sous contrat d’occupation étudiants tel que visé au titre VII de la loi du 3 juillet 1978 précitée, le quota d’heures en qualité d’étudiant est diminué des heures dépassant les 190 heures précitées.

§ 11. Pour l’application du présent article, il y a lieu d’entendre par “ journée de travail ”, une journée de 8 heures.

Dans la déclaration telle que visée au § 2, chaque heure commencée doit être déclarée comme une heure complète. ”.

Art. 2. Dans l’article 17bis du même arrêté, le paragraphe 2 est remplacé par ce qui suit :

“ § 2. Sont également soustraits à l’application de la loi, les étudiants qui répondent aux conditions visées au § 1^{er}, et qui ont été soustraits à l’application de la loi en vertu de l’article 17 à la condition qu’ils présentent, au cours d’une même année civile, au maximum 190 heures dans le cadre d’une occupation visée à l’article 17 et au maximum 475 heures dans le cadre d’une occupation visée au § 1^{er}. Les plafonds trimestriels de l’article 17, § 1^{er}, alinéa 3, sont d’application. ”.

Art. 3. Dans l’article 1^{er}, 2^o, de l’arrêté royal du 25 octobre 1971 étendant le champ d’application et fixant les règles spéciales d’application de la loi du 10 avril 1971 sur les accidents du travail, modifié par l’arrêté royal du 7 mars 1995, les mots “ l’article 17, § 1^{er}, 2^o, 3^o, 4^o, 5^o et 6^o de l’arrêté royal précité; ” sont remplacés par les mots “ l’article 17, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, 3^o, 4^o, 5^o, 6^o et 7^o, de l’arrêté royal précité; ”.

Art. 4. Dans l’arrêté royal du 5 novembre 2002 instaurant une déclaration immédiate de l’emploi, en application de l’article 38 de la loi du 26 juillet 1996 portant modernisation de la sécurité sociale et assurant la viabilité des régimes légaux des pensions, modifié en dernier lieu par la loi du 21 décembre 2018, il est inséré un article 7/2 rédigé comme suit :

“ Art. 7/2. En même temps que les données énumérées à l’article 4, l’employeur communique, pour les personnes visées à l’article 17, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o et 3^o à 7^o inclus, de l’arrêté royal précité du 28 novembre 1969, les données suivantes, au maximum 15 jours avant le début de chaque trimestre :

1^o par trimestre civil le nombre d’heures visé à l’article 17, § 1^{er}, alinéa 3, de l’arrêté royal précité du 28 novembre 1969, durant lesquelles le travailleur sera occupé;

2^o la date de l’entrée en service et la date de sortie de service du travailleur par trimestre;

3^o la nature de l’activité prestée par le travailleur telle que visée à l’article 17, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, ou à l’alinéa 3, 1^o et 2^o, de l’arrêté royal précité du 28 novembre 1969, selon les modalités définies par l’Office national de Sécurité sociale.

L’Office national de sécurité sociale agit en tant que responsable du traitement des données à caractère personnel visées à l’alinéa 1^{er}. ”.

e) paragraaf 3 wordt aangevuld met een lid, luidende:

“In afwijking van het eerste lid, betreffende de werkgevers en de werknemers bedoeld in § 1, eerste lid, 1^o en 3^o tot en met 7^o, moet de aangifte zoals bedoeld in § 2 van het aantal uren dat de werknemer tewerkgesteld zal worden voorafgaandelijk per tewerkstelling door de werkgever gebeuren langs elektronische weg, onder de vorm en volgens de bepalingen van het koninklijk besluit van 5 november 2002 tot invoering van een onmiddellijke aangifte van tewerkstelling, met toepassing van artikel 38 van de wet van 26 juli 1996 tot modernisering van de sociale zekerheid en tot vrijwaring van de leefbaarheid van de wettelijke pensioenstelsels.”;

f) het wordt aangevuld met paragraaf 10 en 11 luidende:

“ § 10. Voor de werknemer die, in het kader van een in dit artikel bedoelde betrekking, meer dan 190 arbeidsuren gepresteerd heeft en vervolgens is aangeworven in het kader van een studentenarbeidsovereenkomst als bedoeld in titel VII van de voornoemde wet van 3 juli 1978, wordt het aantal uren studentenarbeid, verminderd met de uren die de voornoemde 190 uren overschrijden.

§ 11. Voor de toepassing van dit artikel wordt onder “ arbeidsdagen ” verstaan een dag van 8 uren.

Op de aangifte zoals bedoeld in § 2 wordt ieder begonnen uur aangegeven als een volledig uur.”.

Art. 2. In artikel 17bis van hetzelfde besluit, wordt paragraaf 2 vervangen als volgt:

“ § 2. Worden eveneens aan de toepassing van de wet onttrokken, de studenten die de voorwaarden vervullen bedoeld in § 1 en aan de toepassing van de wet onttrokken werden met toepassing van artikel 17 op voorwaarde dat ze, tijdens hetzelfde kalenderjaar, maximum 190 uren werken in een tewerkstelling bedoeld in artikel 17 en maximum 475 uren in een tewerkstelling bedoeld in § 1. De driemaandelijkse maxima van artikel 17, § 1, derde lid, zijn van toepassing.”.

Art. 3. In artikel 1, 2^o, van het koninklijk besluit van 25 oktober 1971 tot uitbreiding van het toepassingsgebied en tot vaststelling van de bijzondere regels in verband met de toepassing van de arbeidsongevalwet van 10 april 1971, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 7 maart 1995, worden de woorden “ artikel 17, § 1, 2^o, 3^o, 4^o, 5^o en 6^o, van vorenbedoeld koninklijk besluit; ” vervangen door de woorden “ artikel 17, § 1, eerste lid, 2^o, 3^o, 4^o, 5^o, 6^o en 7^o, van vorenbedoeld koninklijk besluit; ”.

Art. 4. In het koninklijk besluit van 5 november 2002 tot invoering van een onmiddellijke aangifte van tewerkstelling, met toepassing van artikel 38 van de wet van 26 juli 1996 tot modernisering van de sociale zekerheid en tot vrijwaring van de leefbaarheid van de wettelijke pensioenstelsels, laatstelijk gewijzigd bij de wet van 21 december 2018, wordt een artikel 7/2 ingevoegd, luidende:

“ Art. 7/2. Samen met de gegevens opgesomd in artikel 4, deelt de werkgever voor de personen, bedoeld in artikel 17, § 1, eerste lid, 1^o en 3^o tot en met 7^o, van voormeld koninklijk besluit van 28 november 1969, de volgende gegevens mee, niet vroeger dan 15 dagen voor het begin van elk kwartaal:

1^o ingedeeld per kalenderkwartaal, het aantal uren, bedoeld in artikel 17, § 1, derde lid, van voormeld koninklijk besluit van 28 november 1969, waarop de werknemer zal worden tewerkgesteld;

2^o de datum van indiensttreding en de datum van uitdiensttreding van de werknemer per kwartaal;

3^o de aard van de gewerkte prestatie van de werknemer zoals bedoeld in artikel 17, § 1, eerste lid, 2^o, of in het derde lid, 1^o en 2^o, van voormeld koninklijk besluit van 28 november 1969, volgens de door de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid bepaalde modaliteiten.

De Rijksdienst voor Sociale Zekerheid treedt op als verwerkingsverantwoordelijke voor de persoonsgegevens bedoeld in het eerste lid.”.

Art. 5. Les données à caractère personnel visées à l'article 7/2 de l'arrêté royal du 5 novembre 2002 instaurant une déclaration immédiate de l'emploi, en application de l'article 38 de la loi du 26 juillet 1996 portant modernisation de la sécurité sociale et assurant la viabilité des régimes légaux des pensions, ne sont pas conservées plus longtemps que nécessaire par l'Office national de sécurité sociale au regard des finalités pour lesquelles elles sont traitées, avec une durée maximale de conservation ne pouvant excéder un an après la cessation définitive des procédures et recours juridictionnels, administratifs et extrajudiciaires pour lesquels ces données à caractère personnel sont nécessaires.

Art. 6. Dans l'article 9, alinéa 2, du même arrêté modifié par les arrêtés royaux des 14 octobre 2005 et 13 décembre 2016, les mots " et 7/1 " et les mots " ou l'article 7/1 " sont respectivement remplacés par les mots ", 7/1 et 7/2 " et les mots " l'article 7/1, ou l'article 7/2 ".

Art. 7. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} janvier 2022.

Art. 8. Le ministre qui a l'Emploi dans ses attributions et le ministre qui a les Affaires sociales dans ses attributions sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 23 décembre 2021.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Ministre du Travail,
P.-Y. DERMAGNE

Le Ministre des Affaires sociales,
Fr. VANDENBROUCKE

Art. 5. De persoonsgegevens bedoeld in artikel 7/2 van het koninklijk besluit van 5 november 2002 tot invoering van een onmiddellijke aangifte van tewerkstelling, met toepassing van artikel 38 van de wet van 26 juli 1996 tot modernisering van de sociale zekerheid en tot vrijwaring van de leefbaarheid van de wettelijke pensioenstelsels, worden door de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid niet langer bewaard dan noodzakelijk voor de doeleinden waarvoor zij worden verwerkt, met een maximale bewaartermijn die afloopt één jaar na de definitieve beëindiging van de rechterlijke, administratieve en buitengerechtelijke procedures waarvoor deze persoonsgegevens noodzakelijk zijn.

Art. 6. In artikel 9, tweede lid, van hetzelfde besluit gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 14 oktober 2005 en 13 december 2016, worden de woorden "en 7/1" en de woorden "of artikel 7/1" respectievelijk vervangen door de woorden ", 7/1 en 7/2" en de woorden "artikel 7/1, of artikel 7/2".

Art. 7. Dit besluit treedt in werking op 1 januari 2022.

Art. 8. De minister bevoegd voor Werk en de minister bevoegd voor Sociale Zaken zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 23 december 2021.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Werk,
P.-Y. DERMAGNE

De Minister van Sociale Zaken,
Fr. VANDENBROUCKE

AGENCE FEDERALE DES MEDICAMENTS ET DES PRODUITS DE SANTE

[C - 2021/43585]

21 DECEMBRE 2021. — Arrêté royal relatif à l'octroi d'un subside aux établissements de transfusion sanguine pour l'année 2021

PHILIPPE, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 5 juillet 1994 relative au sang et aux dérivés du sang d'origine humaine, l'article 7bis, alinéas 2 et 4, inséré par la loi du 27 avril 2007 ;

Vu la loi du 27 juin 2021 contenant le troisième ajustement du Budget général des dépenses pour l'année budgétaire 2021 pour l'Agence Fédérale des Médicaments et des Produits de Santé (Code SEC 3132/Article 527-350) ;

Vu la loi-programme du 25 décembre 2016, l'article 28 ;

Vu l'avis de l'Inspection des finances du 29 novembre 2021;

Considérant la loi du 22 mai 2003 portant organisation du budget et de la comptabilité de l'Etat fédéral, l'article 90 et les articles 121 à 124 ;

Sur la proposition du Ministre de la Santé publique,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Les paiements visés au présent arrêté couvrent le financement des coûts supplémentaires exposés pour la réalisation des tests NAT HIV1 et HCV pour la période du 1^{er} janvier 2021 au 31 décembre 2021.

Art. 2. Le budget total (BT) attribué à l'ensemble des établissements de transfusion visés au présent arrêté est limité à la somme de 7.726.607 EUR.

Art. 3. § 1^{er}. L'avance est, par établissement, de 80% de la moyenne des subsides perçus par cet établissement pour les trois derniers exercices clôturés.

§ 2. Aux institutions suivantes, il est versé une provision avant le dernier jour du deuxième mois qui suit la publication du présent arrêté :

1) 3.515.386,46 EUR à "het Rode Kruis Vlaanderen" à Mechelen par virement au compte numéro BE85 0013 7606 2006 de Rode Kruis - Vlaanderen, Dienst voor het Bloed, Motstraat, 40 - 2800 Mechelen;

2) 2.094.504,66 EUR à « la Croix Rouge de Belgique » à Uccle par virement au compte numéro BE68 0014 1611 6134 de Croix Rouge de Belgique, Service du Sang, rue de Stalle, 96 - 1180 Bruxelles;

FEDERAAL AGENTSCHAP VOOR GENEESMIDDELEN EN GEZONDHEIDSPRODUCTEN

[C - 2021/43585]

21 DECEMBER 2021. — Koninklijk besluit betreffende de toekenning van een subsidie aan bloedinstellingen voor het jaar 2021

FILIP, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 5 juli 1994 betreffende bloed en bloederivaten van menselijke oorsprong, artikel 7bis, tweede en vierde lid, ingevoegd bij de wet van 27 april 2007;

Gelet op de wet van 27 juni 2021 houdende de derde aanpassing van de Algemene uitgavenbegroting voor het begrotingsjaar 2021 voor het Federaal Agentschap voor Geneesmiddelen en Gezondheidsproducten (ESR code 3132/Artikel 527-350) ;

Gelet op de programmawet van 25 december 2016, artikel 28 ;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven 29 november 2021;

Overwegende de wet van 22 mei 2003 betreffende de algemene organisatie van de begroting en van de comptabiliteit van de federale Staat, artikel 90, en de artikelen 121 tot 124;

Op de voordracht van de Minister van Volksgezondheid,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. De in dit besluit bedoelde betalingen dekken de financiering van de bijkomende kosten veroorzaakt door de realisatie van de NAT tests HIV1 en HCV voor de periode 1 januari 2021 tot en met 31 december 2021.

Art. 2. Het totale budget (TB) toegekend aan alle transfusie-instellingen, bedoeld in dit besluit, is beperkt tot 7.726.607 EUR.

Art. 3. § 1. Per instelling bedraagt het voorschot 80% van het gemiddelde van de subsidies ontvangen door deze instelling voor de laatste drie afgesloten boekjaren.

§ 2. Aan de volgende instellingen wordt er vóór de laatste dag van de tweede maand die volgt op de publicatie van dit besluit een provisie uitgekeerd:

1) 3.515.386,46 EUR aan "het Rode Kruis Vlaanderen" te Mechelen door storting op rekeningnummer BE85 0013 7606 2006 van Rode Kruis - Vlaanderen, Dienst voor het Bloed, Motstraat, 40 - 2800 Mechelen;

2) 2.094.504,66 EUR aan « la Croix Rouge de Belgique » te Ukkel door storting op rekeningnummer BE68 0014 1611 6134 van Croix Rouge de Belgique, Service du Sang, Stallestraat, 96 - 1180 Bruxelles;